

MAROC

Échauffourées entre manifestants et forces de l'ordre à Al-Hoceïma

Des échauffourées ont éclaté dimanche à Al-Hoceïma, dans le nord du Maroc, entre manifestants et forces de l'ordre faisant près d'une trentaine de blessés parmi les policiers, ont rapporté hier les médias citant les autorités locales.

Ces heurts interviennent plus de trois mois après la mort d'un vendeur de poisson, Mouhcine Fikri, écrasé par le mécanisme de compactage d'une benne à ordures alors qu'il tentait de s'opposer à la saisie de sa marchandise, le 28 octobre dans la ville d'Al-Hoceïma en 2016 suivie d'une vague de manifestations populaires dans cette localité du Rif et dans tout le pays.

Dimanche, un sit-in devait être organisé dans la ville pour «commémorer la mort d'Abdelkrim El-Khattabi», figure régionale et chef militaire de la «République du Rif» dans les années 1920, selon un représentant local de l'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH) cité lundi par l'AFP.

Mais «les forces de l'ordre ont bloqué toutes les entrées d'Al-Hoceïma pour empêcher les gens venus des villages avoisinants pour manifester», selon ce militant, qui affirme que «depuis la mort de Mouhcine Fikri, toutes les manifestations



Photo : DR

organisées à Al-Hoceïma étaient pacifiques et il n'y a jamais eu de violence du côté des manifestants».

Le sit-in était organisé aussi en soutien au vendeur de poisson tué dans une benne à ordures après son interpellation par la police.

Des affrontements ont éclaté dans l'après-midi jusqu'au soir entre des manifestants et forces de l'ordre à Boukidan, une commune d'Al Hoceïma, alors que les habitants formaient un cortège pour rejoindre le centre-ville où le sit-in devait débiter.

Selon des médias, la police a fait usage d'armes à balles en caoutchouc ou de bombes lacrymogènes pour disperser ce rassemblement.

Selon les autorités locales, ces échauffourées ont éclaté dimanche «suite à l'organisation d'un sit-in de protestation» qui a «bloqué volontairement la voie publique». Selon des médias, «certains manifestants ont procédé à des jets de pierres», blessant 27 policiers.

Selon Nasser Zafzafi, chef de file de la contestation locale s'exprimant sur sa page Facebook,

«les militants voulaient se réunir et présenter un document final exposant les revendications des populations», mais «la machine répressive» a empêché les manifestants de se rassembler et a bloqué plusieurs entrées de la ville.

Des activistes locaux ont tenu ces derniers mois plusieurs manifestations à Al-Hoceïma pour réclamer toute la lumière sur les circonstances du décès et ses éventuels responsables, posant également des revendications plus sociales et politiques comme la lutte contre le chômage ou la corruption.

SAHEL

La menace terroriste au menu du G5

Les présidents des cinq pays du G5 Sahel réunis en sommet hier à Bamako ont insisté sur «l'urgence» d'une riposte coordonnée aux menaces terroristes dans la région, selon un document de travail de la rencontre.

«Nous assistons ces derniers mois à cette multiplication des attaques terroristes dans le Sahel. Ces attaques nous rappellent l'urgence de la lutte», a déclaré le chef de l'Etat tchadien Idriss Déby Itno, président en exercice du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali,

Mauritanie, Niger, Tchad), à l'ouverture de la réunion dans la capitale malienne. «Les terroristes se sont organisés pour nous conduire dans une longue et éprouvante guerre», a-t-il ajouté, estimant que «la menace est non seulement réelle mais elle prend de nou-

velles proportions. Si nous n'agissons pas vite, notre espace deviendra durablement un espace terroriste».

«Face à la montée de l'extrémisme, il faut la mutualisation des efforts pour relever les défis. Nous devons aller plus loin pour réaliser le Sahel de la Défense», a souligné pour sa part le président malien Ibrahim Boubacar Keïta.

Selon le document de travail interne à la rencontre, «le nord du Mali est une base de repli des terroristes. C'est également un lieu de départ des attaques contre d'autres pays».

«Il est désormais admis que ce sont les mêmes terroristes qui ont récemment frappé au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Mali», selon ce texte, résumant des éléments d'enquêtes sur une série d'attentats terroristes dans ces pays. Le Niger, le Burkina Faso et le Mali ont convenu le 24 janvier à Niamey de créer une force pour lutter contre l'insécurité dans la zone du Liptako-Gourma, à cheval sur les trois pays, et «en passe de devenir un sanctuaire de groupes terroristes et de criminels de tous genres», selon un communiqué officiel.

INDE

Une soixantaine de soldats d'élite portés disparus

Près d'une soixantaine de soldats indiens d'une unité d'élite contre-insurrectionnelle ont disparu dimanche, à la veille de leur premier déploiement dans une région instable du Nord-Est de l'Inde où une rébellion maoïste est active, a annoncé la presse locale hier.

Les 59 militaires se rendaient dans le Bihar dimanche soir pour leur première mission dans cet Etat, lorsque leur train s'est brièvement arrêté. Ils en ont profité pour descendre sans prévenir leurs supérieurs qui sont sans nouvelles depuis, selon l'agence Press Trust of India (PTI).

Des officiers de l'unité à laquelle les soldats appartiennent ont indiqué qu'une enquête était en cours pour déterminer comment ils avaient pu disparaître sans que personne ne s'en aperçoive, a précisé PTI.

L'Etat du Bihar est avec ceux de Chhattisgarh, Orissa, Jharkhand et du Maharashtra, l'un des épicentres de la guérilla maoïste. Les rebelles sont actifs depuis 1967 et l'insurrection a fait des milliers de morts.

PALESTINE

Un Palestinien blessé par des frappes israéliennes dans la bande de Ghaza

L'armée d'occupation israélienne a mené hier des frappes contre la bande de Ghaza blessant un Palestinien, ont rapporté des sources médicales palestiniennes.

Deux raids ont touché le nord de l'enclave côtière en début d'après-midi, provoquant une forte explosion et causant une imposante colonne de fumée noire, selon les mêmes sources.

Un Palestinien a été blessé et transporté à l'hôpital, ont indiqué les sources médicales à l'hôpital Al-Chifa de Ghaza.

L'aviation d'occupation israélienne procède de façon sporadique à des tirs, notamment contre le nord de la bande de Ghaza.

L'occupant israélien impose depuis 10 ans un sévère blocus aérien, terrestre et maritime aux deux millions d'habitants de la bande de Ghaza.

JAPON

Reprise des travaux sur une base américaine controversée

Les travaux ont repris hier à Okinawa pour la construction d'une base militaire américaine, objet de discorde depuis des mois entre le gouvernement et la préfecture locale, provoquant manifestations et échauffourées avec la police.

Des images de la télévision japonaise montraient hier des navires transportant vers le large de gigantesques blocs de béton destinés à être jetés en mer pour servir de socle à cette future structure.

Actuellement située au cœur de la ville de Ginowan, la base aérienne de Futenma doit être déplacée vers une région littorale moins peuplée, à Henoko, pour des raisons de sécurité, en vertu d'une décision qui remonte à 1996, mais les autorités de l'île subtropicale d'Okinawa réclament son départ du territoire.

La Cour suprême japonaise s'était prononcée le 20 décembre pour son déplacement au sein d'Okinawa, tranchant en faveur du gouvernement face à la préfecture qui veut sa disparition pure et simple.

«La position du gouvernement a été entièrement soutenue par la décision de la Cour suprême», a déclaré hier le porte-parole de l'exécutif Yoshihide Suga au cours d'un point de presse régulier. Pendant la visite vendredi et samedi au Japon du secrétaire américain à la Défense James Mattis, les deux pays ont réaffirmé que la nouvelle installation était «la seule solution», a ajouté M. Suga.

«Le gouvernement considère-t-il les habitants d'Okinawa comme des Japonais ?

Je suis furieux», a déclaré Susumu Inamine, maire de la ville de Nago, dont dépend le site de construction. Hier, des dizaines de manifestants ont tenté d'entraver les allées et venues des poids lourds et engins de construction, et se sont heurtés à la police anti-émeutes.

En octobre 2015, le gouverneur Takeshi Onaga, élu pour sa pugnacité à combattre le gouvernement sur ce dossier, avait révoqué le permis des travaux accordé par son prédécesseur. Cette démarche avait toutefois elle-même été annulée par le gouvernement, avant que le différend ne soit porté devant les tribunaux.

Occupée par les Américains après la Seconde Guerre mondiale et rétrocédée aux Japonais en 1972, l'île d'Okinawa - qui représente moins de 1% du territoire nippon mais est située à un emplacement stratégique, à l'extrémité sud-ouest de l'archipel - héberge plus de la moitié des 47 000 soldats américains présents au Japon, une cohabitation forcée qui est mal vécue.

Les habitants se plaignent de nuisances sonores, des risques d'accidents et y voient la porte ouverte à la criminalité, une crainte accentuée par de récents faits divers.